

BRÈVES SECTORIELLES

Royaume-Uni

Une publication du SER de Londres
Semaine du 16 février 2026

Energie

Signature d'un protocole d'accord entre le Royaume-Uni et la Californie sur les énergies renouvelables

Le ministre britannique de l'Énergie, Ed Miliband, a signé à Londres un [protocole d'accord](#) en matière d'énergie propre avec le gouverneur démocrate de Californie, Gavin Newsom. Il s'agit du premier partenariat de ce type entre le Royaume-Uni et l'État américain, dans un contexte marqué par les attaques renouvelées du président Donald Trump contre la régulation climatique. L'accord vise à renforcer le partage de technologies et les investissements croisés afin d'accélérer le développement des énergies renouvelables et de soutenir la croissance économique liée aux secteurs de l'éolien et du solaire.

Cette initiative intervient alors que l'Environmental Protection Agency a récemment abrogé l'« *endangerment finding* » de 2009, décision clé qui fondait juridiquement la régulation des émissions de gaz à effet de serre aux États-Unis. Dans ce contexte, le Royaume-Uni et la Californie cherchent à se positionner comme figures de proue de la transition énergétique, et ont souligné la dynamique de création d'emplois verts en Californie et la croissance du secteur « *net zero* » au Royaume-Uni (qui dépasse celle du PIB).

L'accord prévoit également une coopération sur la protection de la biodiversité et la résilience face aux événements climatiques extrêmes. L'entreprise britannique Octopus Energy a salué cette initiative et annoncé 1Md\$ d'investissements supplémentaires en Californie via sa branche dédiée aux renouvelables. Ces fonds financeront notamment des projets de captation carbone grâce à la restauration de prairies et la reforestation, des technologies de batteries thermiques destinées à remplacer des chaudières fossiles industrielles, ainsi qu'un projet solaire couplé à du stockage par batteries.

La mise en service de la centrale nucléaire d'Hinkley Point C reportée d'un an

EDF a annoncé un nouveau report de la mise en service de la centrale nucléaire Hinkley Point C, dont le premier réacteur ne devrait désormais entrer en fonctionnement qu'en 2030, contre un objectif précédemment fixé à 2029. Initialement prévue pour 2025 lors de la décision d'investissement en 2016, EDF invoque notamment des difficultés dans les travaux électromécaniques pour expliquer le report.

Le coût total du projet est désormais estimé à 49 Md£ en prix actuels, contre une estimation initiale de 18 Md£ en 2016. Cette dérive financière intervient alors qu'EDF, dont le bénéfice net a reculé de 26 % en 2025, subit également la baisse des prix de l'électricité.

Environnement

Le Royaume-Uni renforce son arsenal de lutte contre les décharges sauvages

Le gouvernement britannique a annoncé le déploiement d'une nouvelle unité de 33 opérateurs de drones pour lutter contre les dépôts illégaux de déchets en Angleterre, un phénomène dont le coût est estimé à 1 Md£ par an pour l'économie du Royaume-Uni.

Parallèlement, l'Environment Agency a porté à 20 spécialistes les effectifs de son unité conjointe d'enquête sur la criminalité liée aux déchets.

Cette annonce intervient après la condamnation de Varun Datta, acteur majeur de la criminalité environnementale et reconnu coupable par la Birmingham Crown Court d'avoir organisé le dépôt illégal d'environ 4 275 tonnes de déchets sur 16 sites à travers l'Angleterre.

Le ministère de l'environnement britannique assouplit ses règles de chasse pour protéger les forêts

Le gouvernement britannique prévoit de faciliter l'abattage des cerfs en Angleterre afin de limiter les dégâts infligés aux forêts et aux cultures. La ministre de l'Environnement, Emma Reynolds, doit présenter une législation accordant aux propriétaires fonciers et aux fermiers le droit explicite de tirer sur les cerfs pour protéger leurs terres et leurs biens.

L'absence de prédateurs naturels en Angleterre a en effet favorisé l'augmentation rapide des populations, alors que quatre sur six espèces présentes ne sont pas indigènes. Selon les données gouvernementales, 33 % des forêts anglaises sont désormais en état

défavorable en raison de l'impact des cerfs, contre 24 % au début des années 2000. Le broutage des jeunes pousses et l'écorçage des arbres compromettent la régénération forestière, alors que les objectifs environnementaux prévoient une augmentation nette de 43 000 hectares de forêts.

La nouvelle stratégie prévoit l'élaboration, dans un délai de dix ans, de plans de gestion des cerfs pour toutes les terres publiques, ainsi que l'identification de zones prioritaires où des abattages ciblés seront menés. Le système de subventions sera également modifié afin de permettre aux propriétaires d'être rémunérés pour les tirs effectués hors des zones boisées. Le *Department for Environment, Food & Rural Affairs* (Defra) entend par ailleurs développer la filière de la venaison pour valoriser la viande issue des abattages.

Transports

Le gouvernement annonce 110M£ de financement pour un projet routier dans le Lincolnshire

Le Department for Transport a annoncé un financement public de plus de 110 M£ pour la construction de la *North Hykeham Relief Road*, dans le Lincolnshire. Evoqué depuis les années 2000, ce projet prévoit la réalisation d'une nouvelle route à deux fois deux voies reliant l'A46 à l'A15, et sa construction devrait débuter en mars 2026 pour une mise en service prévue en mai 2029.

Cette infrastructure doit permettre de réduire la congestion dans la région, d'améliorer les temps de trajet et de renforcer la sécurité routière à Lincoln et dans les environs. Elle comprendra également des aménagements pour les cyclistes et les piétons.

Selon les autorités locales, ce projet devrait également permettre la construction d'environ 4 500 logements et l'aménagement de 7 hectares de zones d'activités. Le Lincolnshire County Council estime les retombées économiques à 800 M£ sur 60 ans.

Industrie

2025, année record pour BAE Systems

D'après le [Financial Times](#), BAE Systems a enregistré des ventes record en 2025, soutenues par la hausse mondiale des dépenses militaires. Le chiffre d'affaires a progressé de 10 % à 30Md£, le bénéfice opérationnel sous-jacent de 12 % à 3,3 Md£, et le carnet de commandes a atteint un record de 83,6 Md£, grâce notamment à un contrat de 4,6 Md£ avec la Turquie et à une commande norvégienne de frégates Type 26.

Le directeur général de BAE, Charles Woodburn, a évoqué une « nouvelle ère des dépenses de défense » tout en appelant le gouvernement britannique à publier rapidement le plan d'investissement pour la défense (*Defense Investment Plan*), dont la

publication est retardée par des incertitudes sur les financements publics disponibles. Le FT indique que ce retard est en partie responsable du ralentissement de certains projets, dont le programme d'avion de combat mené avec l'Italie et le Japon.

Pour 2026, BAE anticipe une croissance de 7 à 9 % de ses ventes et de 9 à 11 % de son résultat opérationnel. Le groupe a relevé ses dividendes de 10 % et sa capitalisation dépasse désormais 60 Md£, après une hausse de 15 % de son action depuis janvier.

Le fonds Flacks Group intéressé par le rachat de British Steel

L'investisseur spécialisé dans le redressement d'entreprises en difficulté Michael Flacks a exprimé son intérêt pour le rachat de British Steel, avec l'ambition de l'intégrer à l'aciérie italienne Ilva également en difficulté afin de constituer l'un des plus grands groupes sidérurgiques européens. Le fondateur du groupe américain Flacks Group affirme travailler avec des banques d'affaires pour préparer une offre et prévoit d'investir dans l'électrification de la production.

British Steel a connu plusieurs tentatives de sauvetage au cours de la dernière décennie. Rachetée pour une livre symbolique en 2016 par Greybull Capital, puis placée en liquidation en 2019, l'entreprise avait été reprise en 2020 par le sidérurgiste chinois Jingye pour environ 50M£. En 2025, le gouvernement britannique a pris le contrôle de sa gestion, craignant un désengagement de Jingye, alors que le site enregistrait des pertes quotidiennes estimées à 700 000£. Cette intervention a permis de préserver 3 500 emplois, mais au prix d'un soutien public de 274M£ entre avril et décembre 2025.

Le projet de Michael Flacks s'inscrit dans un contexte difficile pour la sidérurgie européenne, confrontée aux droits de douane imposés par le président américain Donald Trump, à des coûts énergétiques élevés et à une surcapacité mondiale. L'investisseur finalise parallèlement un accord pour reprendre l'aciérie italienne Ilva et cherche à mobiliser jusqu'à 5 Md£ de financements publics et bancaires pour sa modernisation environnementale. Toute reprise de British Steel resterait toutefois complexe, nécessitant l'appui du gouvernement britannique ainsi qu'une compensation potentiellement élevée pour Jingye.

La direction générale du Trésor est présente dans plus de 100 pays à travers ses Services économiques. Pour en savoir plus sur ses missions et ses implantations :

www.tresor.economie.gouv.fr/tresor-international

Responsable de la publication : Service économique régional de Londres
pierre.chabrol@dgtresor.gouv.fr, karine.maillard@dgtresor.gouv.fr

Rédaction : SER de Londres, Adam Galametz (Transports, Industrie) Jérémy Mast (Energie, Environnement, Climat), revue par Karine Maillard

Abonnez-vous : londres@dgtresor.gouv.fr